

La Belgique, un petit pays. Vraiment ?

Marion Jacques
Tanguy Struye de Swielande

Depuis quelques années, Chinois et Américains semblent s'être lancés dans une course effrénée pour la place de première puissance mondiale. En marge de ce combat de géants, la Belgique apparaît encore une fois tel un nain politique sans prise sur le déroulement de l'histoire.

Il se maintient en effet, dans l'imaginaire collectif, l'idée persistante que nous, citoyens belges, habitons un petit pays. Petit par ses dimensions géographiques, mais aussi par sa démographie, ses capacités d'action, ses ambitions ou encore son influence à l'international. Cette perception n'est pas hasardeuse. Dès sa naissance, la Belgique a vu la reconnaissance de son indépendance fraîchement acquise être conditionnée par ses puissances voisines qui lui imposèrent alors la neutralité. Depuis, la Belgique traîne derrière elle une persistante image de vulnérabilité, qui, parvenue jusqu'à nous, continue d'orienter la politique de notre pays.

Tout porte à croire que la Belgique est ce que l'on appelle une petite puissance. Majoritairement représentées parmi les États du monde, les petites puissances se caractérisent par leurs faibles ressources, notamment économiques, politiques et militaires, et par extension, par leur incapacité à avoir une influence stratégique sur la scène internationale. Pour d'évidentes raisons, les petites puissances sont dépendantes des autres États et institutions pour obtenir la sécurité et la prospérité. L'Islande, Djibouti, la Moldavie sont illustratifs de cette situation... tout comme la Belgique. Nombre de grandes lignes de la politique belge consistent à chercher appui auprès de plus grand qu'elle, à l'instar de notre politique de défense. Celle-ci repose majoritairement sur le soutien de l'OTAN pour assurer l'intégrité territoriale belge et la sécurité de la population.

Néanmoins, cette – apparente – petitesse pose question. État-membre de puissantes alliances, pays largement développé économiquement et

hôte de nombreuses organisations internationales, la Belgique possède des caractéristiques qui nuancent son hypothétique vulnérabilité. Si notre pays est indéniablement de petite taille (141^e au monde), sa population de 11,5 millions d'habitants dépasse celle de la plupart des pays du monde, y compris certains à l'influence internationale avérée, comme Israël (8,6 millions d'habitants) ou le Qatar (2,5 millions d'habitants). A hauteur de \$47 518 en 2018, le PIB belge par habitant figure parmi les plus élevés au monde. Bien supérieur à celui des pays à la population similaire, telle que la Tunisie (\$3 447), il dépasse celui du Canada (\$46 233), pays considéré comme puissance moyenne. L'économie belge, développée et diversifiée, est affichée en 22^{ème} position par le World Economic Forum's dans son rapport de 2019 sur la compétitivité globale, loin devant d'autres pays, petits ou grands, comme l'Inde (68^{ème}) ou le Brésil (71^{ème}). Considéré comme un pays exportateur important, l'économie belge est classée parmi les plus résilientes au Global Resilience Index de 2019, qui attribue à la Belgique (19^{ème}) un score proche de celui de l'Australie (17^{ème}) ou du Canada (13^{ème}).

Tous ces indices contredisent cette apparente vulnérabilité belge. Il en va de même en matière militaire. Parfois moquée pour la petitesse de son effectif – de fait réduit, comparé à celui de ses voisins français ou allemand, – l'armée belge a pourtant agi en 2019 dans une trentaine de pays du monde. Ses actions restent cependant méconnues du grand public. En outre, la Belgique figure parmi les pays qui consacrent la plus faible part de leur PIB à leur défense (123^e au monde pour 0,93% de notre PIB, loin sous le niveau d'au moins 2% du PIB exigé par l'OTAN).

L'étude des chiffres absolus révèle cependant des résultats surprenants. En 2018, la Belgique a

investi plus de 5 milliards de dollars dans sa défense soit presque autant que des pays bien plus grands et peuplés tels que l'Indonésie (\$7,5 milliards). Si, à titre de comparaison, l'Estonie atteint bien les 2% du PIB demandé par l'OTAN, elle dépense dans l'absolu une somme sept fois moindre que la Belgique.

En matière d'influence internationale, la Belgique dispose d'une capacité d'action indéniablement supérieure à celle attribuée traditionnellement aux petites puissances. Hôte de nombreuses institutions multilatérales, la Belgique et sa capitale se distinguent comme un véritable carrefour des négociations internationales. Éluë pour la sixième fois comme membre non-permanent du Conseil de Sécurité de l'ONU – soit autant ou presque que certains membres du G-4 comme l'Inde –, bien représentée parmi les hauts fonctionnaires d'institutions internationales (Herman Van Rompuy et Charles Michel comme présidents du Conseil européen, ou plus anciennement Paul-Henri Spaak aux Nations Unies) et également appréciée pour sa capacité à trouver des compromis, la Belgique a pu en de nombreuses occasions peser sur des décisions déterminantes qui, à priori, semblaient hors de portée de son influence. Bien que petit, notre pays dispose aussi d'un dense réseau d'ambassades à travers le monde (119 en 2017), similaire à celui de puissances moyennes telles que l'Australie.

Les capacités d'influence de la Belgique se rapprocheraient donc plus de celles du Canada ou de la Corée du Sud, que de celles de petits pays de taille ou de population similaires, tels que l'Arménie ou la Tunisie.

Si les capacités et moyens de la Belgique correspondent davantage à une puissance

moyenne, pourquoi est-elle alors perçue comme une petite puissance ? Nous restons nombreux à percevoir notre pays, nonobstant ses capacités parfois impressionnantes, comme une entité petite, vulnérable, voire négligeable à l'échelle du monde. Cette image, construite en interne par l'opinion publique et les élites, se reflète ensuite sur la scène internationale ; la conséquence en est une perception de petite puissance à la fois par nos amis et nos ennemis.

Cette double perception (interne et externe) impacte et oriente la politique étrangère du pays. Victime de ce complexe du « petit pays », la

Belgique n'exploite pas l'intéressant potentiel à sa portée ; en corollaire, elle passe à côté d'opportunités de valoriser sa place au sein de la communauté internationale. Aussi est-il grand temps que la Belgique corrige son image et s'évalue à sa juste valeur afin qu'elle soit reconnue sous son juste statut à l'international.



Les recherches du CECRI sont menées au sein de l'Institut de science politique Louvain-Europe (ISPOLE) de l'Université catholique de Louvain. Elles portent sur la géopolitique, la politique étrangère et l'étude des modes de prévention ou de résolution des crises et des conflits.

L'analyse des éléments déclencheurs des conflits et des instruments de leur gestion - sanctions et incitants économiques comme moyens de politique étrangère; crises et interventions humanitaires; rôle de la mémoire dans un processus de réconciliation, par exemple - est combinée à l'étude empirique de différends internationaux et de processus de paix spécifiques.

© 2020 Centre d'étude des crises et conflits internationaux

Le CECRI ne prend pas de position institutionnelle sur des questions de politiques publiques. Les opinions exprimées dans la présente publication n'engagent que les auteurs cités nommément.

Direction : Tanguy Struye de Swielande

Centre d'étude des crises et conflits internationaux
Université catholique de Louvain
Place Montesquieu 1, bte L2.08.07
1348 Louvain-la-Neuve
Belgique
www.cecrilouvain.be